

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Pièces relatives au porteur			
Relevé d'identité bancaire (RIB)	Tous		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous		
Copie d'une pièce d'identité valide. <i>Dans le cas d'un renouvellement de la pièce, en cas de difficulté pour l'obtention de la pièce avant la date de complétude du dossier, fournir à minima la preuve de la demande de renouvellement. La pièce sera à fournir au plus tard à la première demande de paiement</i>	<ul style="list-style-type: none"> . Pour toutes personnes physiques . Pour l'associé du GAEC ayant délégation de signature . Pour le représentant légal pour les autres personnes morales et les groupements d'agriculteurs. . Pour au moins un associé vérifiant la condition d'âge pour les personnes morales (si le délégataire de signature GAEC ou le représentant légal ne satisfait pas cette condition d'âge). 		
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels. <i>En cas de difficulté pour l'obtention de la pièce avant la date de complétude du dossier, fournir le récépissé de la demande du document. Le document devra toutefois être fourni au moins 8 jours avant le comité de sélection.</i>	Tous		
Attestation souscription assurance (ATEXA) <i>(pour les personnes morales l'attestation d'un des associés/adhérent suffit)</i>	Tous (excepté pour les dirigeants de société sans associés cotisant à l'ATEXA, les structures de droit public et les associations).		
Document justifiant que le demandeur n'a pas fait valoir ses droits à la retraite. Uniquement si le service instructeur est dans l'incapacité de vérifier cette information	Personne en âge de départ à la retraite		
Extrait K-bis à jour ou Certification d'identification au Répertoire Nationale des entreprises et de leur établissements ou inscription au répertoire des métiers	Toutes formes sociétaires et les CUMA		
Tableau de associés ou adhérents rempli (cf. caractéristiques du demandeur selon la catégorie)	Toutes formes sociétaires et les groupements d'agriculteurs		
Exemplaire des statuts à jour	Tous excepté les personnes physiques, les collectivités et leurs groupements et établissements publics		
Accusé de réception de demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans)	Personnes physiques dans un parcours d'installation, non installés au dépôt de la demande		
Preuve de la représentation légale et preuve du pouvoir à demander l'aide si le signataire n'est pas le représentant légal	Personne morale (or GAEC), groupements d'agriculteurs (dont CUMA), associations, fondations		
Autorisation de délégation de signature	GAEC ou groupements sans statuts		
Tout document attestant de la qualité du demandeur, attestant du lien entre la personne morale et la personne physique et qui stipule que cette dernière est habilitée à engager l'entreprise	Personne morale		
Pièce valide au moment de la demande, portant délégation ou subdélégation de l'autorité responsable de la structure administrative (le demandeur)	Administration		
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE)	GIEE		
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Fondations et associations (dont GIEE sous forme associative)		

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Mandat de gestion	Dans le cas où le bénéficiaire recourt à un mandataire pour compléter et valider la demande d'aide		
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Fondations et associations		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Associations, établissements d'enseignement agricole et de recherche, établissements de développement agricole, collectivités, GIEE et les groupes de projet du PEI sous forme associative		
Document comptable : bilan pour l'existant	Tous exceptés demandeurs publics		
Dernier budget voté + délibération ou PV de l'organe compétent	Collectivités		
Formulaire signé de confirmation du respect des règles de la commande publique	Demandeurs soumis à la commande publique		
Pièces relatives au projet			
Autorisation du propriétaire en cas de travaux	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains (et/ou des bâtiments) et uniquement en cas de travaux, non soumis à l'obligation de permis de construire ou de déclaration préalable		
Arrêté de permis de construire ou de non-opposition à la déclaration préalable de travaux. <i>En cas de difficulté de délai pour l'obtention de la pièce avant la date de complétude du dossier, fournir le récépissé de la demande du document. Le document devra toutefois être fourni au moins 8 jours avant le comité de sélection.</i>	Construction/travaux		
Plan de situation et plan de masse des travaux	Travaux		
Plan avant travaux et après travaux	Travaux de rénovation		
Plan des aménagements intérieurs	Travaux		
Attestation sur l'honneur du propriétaire cédant déclarant que le bâtiment n'a pas fait l'objet d'une aide européenne au cours des 5 dernières années	En cas d'acquisition de bâtiment		
Plans (de situation et cadastral)	En cas d'acquisition de bâtiment		
Attestation du professionnel de vente garantissant que le véhicule est neuf	En cas d'acquisition de véhicule neuf		
Pièces comptables attestant que depuis 3 ans, plus de 50 % du chiffre d'affaires de l'atelier est réalisé par l'activité d'élevage	Filière équine : atelier existant depuis plus de 3 ans		
Pièces comptables attestant que depuis la création de l'atelier, plus de 50 % du chiffre d'affaires est réalisé par l'activité d'élevage Ou Étude économique d'installation attestant que plus de 50 % du chiffre d'affaires sera réalisé par l'activité d'élevage	Filière équine : atelier existant depuis moins de 3 ans		
Justification dans étude technico-économique : éventuelle tarif de revente, part autoconsommation sur l'exploitation, part des investissements bâtiments financés par l'installateur	Projet avec installation de production d'énergie renouvelable		
Attestation de non-revente d'énergie à un tarif subventionné	Projet avec installation de production d'énergie renouvelable		

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
ICPE : preuve de dépôt en ligne ou attestation officielle	Si installation soumise à la réglementation		
L'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement ainsi que, le cas échéant, la convention de déversement correspondante	Selon la nature du projet		
Document de déclaration sanitaire ou copie du récépissé de demande de déclaration sanitaire obtenu auprès de la DD(CS)PP (document CERFA)	Selon activité initiale		
Dérogation à l'agrément sanitaire ou document équivalent pour la vente directe	En cas de vente directe		
Justificatif de correction des anomalies	En cas de procès-verbal daté de moins d'un an (environnement, sanitaire et bien-être animal)		
Étude technico-économique : (étude indépendante datant de moins de 2 ans)	Tous		
Identification dans l'étude technico-économique de la variation positive du chiffre d'affaires dans les 3 ans suivant l'investissement	Tous		
Attestation de réforme ou de revente du matériel Ou Attestation comptable d'amortissement du matériel	En cas de remplacement		
Pour mémoire, à fournir au moment de la demande de paiement : - l'avis de la police de l'eau pour le collectif - l'avis ICPE pour l'individuel (DDETSPP)	Selon la nature du projet		
Pièces relatives aux dépenses prévisionnelles et au plan de financement			
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 4 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 4 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT Ou - les pièces du marché en cas de procédure formalisée Remarque : si la dépense peut être rattachée à un référentiel national des coûts, un seul devis suffit.	Tous		
Certification d'un expert qualifié indépendant / d'un organisme officiel agréé certifiant la valeur et/ou confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande.	En cas d'achat de bâtiment		
Promesse de vente Ou Acte notarié de vente (Veuillez noter que le titre de propriété vous sera demandé au paiement de l'aide)	En cas d'achat de bâtiment		
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet		

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Au plus tard à la première demande de paiement : pièces justificatives du(des) marché(s) publics	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique		
Attestation relative aux aides de minimis (annexe à remplir et signer)	Tous		
Pièces relatives aux critères de sélection			
Grille de sélection remplie	Tous		
Étude spécifique lié à l'investissement de moins de 2 ans et fait par un organisme indépendant	Tous		
Identification du débouché commercial dans l'étude technico-économique	Tous		
Identification dans l'étude technico économique de l'éventuelle création d'emploi (prévision de création d'emploi, même partiel) dans les 3 ans suivant l'investissement	Tous		
Justification investissement « économe en eau »	Projet économe en eau		
Diagnostics ou notices de matériel	Projet économe en énergie		
Audit bas carbone de niveau 2, datant de moins de 2 ans	Tout demandeur concerné		
Attestation d'adhésion à des pratiques agricoles exemplaires (groupe 30 000, DEPHY)	Tout demandeur concerné		
Prescriptions architecturales et paysagères dans le volet paysager du permis de construire certifié par un architecte diplômé de l'état	Projet de construction avec intégration paysagère		
Devis détaillé identifiant la charpente, l'ossature et/ou le bardage en bois dans la construction. Tout document probants justifiant le caractère local du bois (ex : certificat de provenance du bois, attestation de transformation en Bourgogne Franche Comté ou dans un rayon de 100 km par rapport au siège de l'exploitation)	Construction incluant du bois dans sa réalisation		
Déclaration à justifier dans l'étude technico-économique	Actions collectives Partage d'outils entre exploitants / Matériels et équipements partagés		
- Certificat d'adhésion au GIEE - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans le projet du GIEE	Actions collectives : opération portée par un GIEE ou l'un de ses adhérents		
Attestation du statut partenaire d'un groupe PEI dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN	Actions collectives PEI : opération portée par l'un des partenaires		
Justificatif d'adhérent au magasin de producteur	Pour les projets de magasins de producteurs		
Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 11 des Programme de développement rural (de Bourgogne ou de Franche Comté) ou du dispositif 70.01 du PSN. Si la demande d'aide est déposée par une CUMA, ces notifications sont à fournir pour chaque adhérent bénéficiant d'une aide conversion à l'agriculture biologique	Porteur de projet ayant reçu une aide à la conversion en agriculture biologique pour l'atelier concerné		
Certificats de conformité concernant signe officiel de qualité et d'origine pour l'atelier concerné ou preuve de démarche engagée (ex : notification de l'agence bio pour les cas de conversion AB sans aide). Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats SIQO des exploitations concernées.	Toute filière		
Pièces relatives aux majorations, bonifications et sur-plafonds			

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
<p><u>Si la demande d'aide est déposée par le jeune agriculteur, fournir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement - Attestation CJA mentionnant la date d'installation <p><u>Si la demande d'aide est déposée par une forme sociétaire, fournir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur. - Attestation CJA mentionnant la date d'installation pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - AR demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans) pour tous les associés exploitants non installés sollicitant une aide à l'installation 	Jeune agriculteur faisant valoir des aides à l'installation		
<ul style="list-style-type: none"> - Attestation d'inscription MSA - Plan de professionnalisation personnalisé <p>Et/ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étude économique liée à l'installation 	Jeune agriculteur première installation sans aides à l'installation et nouvel agriculteur		
<ul style="list-style-type: none"> - Justificatifs de la capacité professionnelle agricole (CPA) : PPP + diplômes recevables, expérience professionnelles, attestation de reconnaissance de diplôme... - Ou dérogation préfectorale à la CPA (acquisition progressive) <p>Ou diplômes et/ou attestations d'expérience professionnelle requis dans l'arrêté</p>	Jeune agriculteur première installation sans aides à l'installation et nouvel agriculteur (se référer à la notice)		
Conseil stratégique en amont des investissements (cf. liste des diagnostics éligibles dans les annexes de la notice) de moins de 24 mois	Projet qualifié de « projet stratégique »		
Certificat AB de l'exploitation.	Exploitation bio		
Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats AB des exploitations concernées			
Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	Actions collectives : projet porté par un GIEE		
<ul style="list-style-type: none"> - Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 PEI du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN - Attestation de la structure porteuse du groupe opérationnel (PEI) justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe 	Actions collectives : opérations collectives de CUMA, opérations du PEI (mesure 16-du PDR ou du type d'intervention 77.01 du PSN).		
Identification dans l'étude technico-économique de la variation positive du nombre d'UTH/ETP créée par l'investissement (chiffrer ce nombre)	Tous (l'installation du nouvel agriculteur ou du JA ne vaut pas création d'emploi)		